529326-2026 - Konkurrencevilkår

Belgien – Hæmatologianalysator – Chaîne d'automation hématologique
OJ S 145/2026 30/07/2026
Udbuds- eller koncessionsbekendtgørelse – standardordningen - Meddelelse om ændring
Varer

1. Køber

1.1. Køber

Officielt navn: CHR Verviers
E-mail: charline.fraiture@chrverviers.be
Køberens retlige status: Offentlig virksomhed
Den ordregivende myndigheds aktivitet: Sundhed

2. Procedure

2.1. Procedure

Titel: Chaîne d'automation hématologique
Beskrivelse: Chaîne d'automation hématologique
Identifikator for proceduren: 275bb908-0cbf-4ff2-bcce-4b7ce3bdd949
Intern ID: PPP0WN-602/6218/PO/CHRV2026/HEMATO/109
Udbudsprocedure: Offentligt udbud
Proceduren er en hasteprocedure: nej

2.1.1. Formål

Kontraktens hovedformål: Varer
Primær klassifikation (cpv): 38434570 Hæmatologianalysator

2.1.2. Udførelsessted

Landsdel (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)
Land: Belgien

2.1.2. Udførelsessted

Landsdel (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)
Land: Belgien

2.1.4. Generelle oplysninger

Retsgrundlag:
Direktiv 2014/24/EU

2.1.6. Udelukkelsesgrunde

Kilder til grundlag for udelukkelse: Udbudsdokument

5. Delkontrakt

5.1. Delkontrakt: LOT-0001

Titel: Chaîne d'automation hématologique
Beskrivelse: Chaîne d'automation hématologique
Intern ID: PO/CHRV2026/HEMATO/109_1

5.1.1. Formål

Kontraktens hovedformål: Varer
Primær klassifikation (cpv): 38434570 Hæmatologianalysator

5.1.2. Udførelsessted

By: Verviers
Postnummer: 4800
Landsdel (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)
Land: Belgien
Yderligere oplysninger: Laboratoire

5.1.3. Anslået varighed

Anden varighed: Ukendt

5.1.6. Generelle oplysninger

Reserveret deltagelse:
Deltagelse uden forbehold.
Navnene på og de faglige kvalifikationer for det personale, der skal udføre kontrakten, skal angives: Ikke påkrævet
Indkøbsprojekt, der ikke finansieres med EU-midler
Udbuddet er omfattet af aftalen om offentlige udbud (GPA): ja

5.1.9. Udvælgelseskriterier

Kilder til udvælgelseskriterier: Bekendtgørelse
Kriterium: Referencer på specificerede leverancer
Beskrivelse af udvælgelseskriterium: La capacité technique et professionnelle du candidat sera évaluée sur la base d'une liste de ses principales références similaires réalisées au cours des trois dernières années pour des établissements hospitaliers européens. Par « références similaires », il faut entendre : la fourniture de réactifs et fourniture, l'installation et la mise en service fonctionnelle d'une chaîne d'automation hématologique. Pour chaque référence, le soumissionnaire précisera : • Le montant annuel du marché ; • Les dates de début et de fin ; • L'identité du destinataire, public ou privé. Niveau(x) minimal(aux): Le soumissionnaire devra présenter au minimum : • Trois références comprenant la fourniture, l'installation et la mise en service fonctionnelle d'une chaîne d'automation hématologique dont au moins une avec la connexion FlexLabX (Impeco) ; • Trois références portant sur la fourniture de réactifs pour une chaîne d'automation hématologique pour un montant annuel d'au moins 100.000,00 € HTVA. Le candidat remplira, à cette fin, les parties intitulées « Pour les marchés de fournitures : exécution des fournitures du type spécifié » de la section C du DUME.

Kriterium: Andre økonomiske eller finansielle krav
Beskrivelse af udvælgelseskriterium: * 2.12.6 Situation juridique du soumissionnaire (motifs d'exclusion) 2.12.6.1 Les motifs d'exclusion La Partie III du DUME a trait aux motifs d' exclusion. Les motifs d'exclusion repris aux sections A, B et C de cette partie sont repris, mutatis mutandis, aux articles 67 à 69 de la Loi du 17 juin 2016 et plus amplement détaillés aux articles 61 à 64 de l'AR du 18 avril 2017. Ces motifs d'exclusion sont repris ci-dessous. Le pouvoir adjudicateur vérifiera lui-même les éléments qu'il est à même de vérifier sur des bases de données auxquelles il a accès. Le soumissionnaire s'engage à fournir les autres documents dès que le pouvoir adjudicateur lui en fera la demande. 1) Section A : motifs liés à des condamnations pénales Ces motifs sont les suivants : • Participation à une organisation criminelle ; • Corruption ; • Fraude ; • Infractions terroristes, infractions liées aux activités terroristes ou incitation à commettre une telle infraction, complicité ou tentative d'une telle

infraction ; • Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme ; • Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains ; • Occupation de ressortissants de pays tiers en séjour illégal. Pour l'adjudicataire pressenti, l'absence de motifs d'exclusion à cet égard sera prouvée, à la demande du pouvoir adjudicateur, par la communication d'un extrait de casier judiciaire du soumissionnaire ainsi que des membres de l'organe administratif, de gestion ou de surveillance dudit soumissionnaire ou des membres qui détiennent un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle en son sein (art. 72, §2, 1° de l'AR du 18 avril 2017). 2) Section B : motifs liés au paiement d'impôts et taxes ou de cotisations de sécurité sociale Le pouvoir adjudicateur vérifiera lui-même par voie électronique si le soumissionnaire est en règle avec ses obligations sociales et fiscales via l'application Digiflow/télémarc ou via d' autres applications électroniques équivalentes et accessibles gratuitement dans d'autres Etats membres (art. 62, §2 de l'AR du 18 avril 2017). A la demande du pouvoir adjudicateur, le soumissionnaire employant du personnel relevant d'un autre Etat membre de l'Union européenne joint à son offre une attestation délivrée par l'autorité compétente étrangère certifiant qu'il est en règle à cette date avec ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale selon les dispositions légales du pays où il est établi (art. 62, §3, al. 3 de l'AR du 18 avril 2017). Si le soumissionnaire relève d'un autre Etat membre de l' Union européenne, il fournira, à la demande du pouvoir adjudicateur, l'attestation de l'autorité compétente en matière fiscale qui justifie qu'il satisfait ses obligations fiscales (art. 63, §3, al. 2 de l'AR du 18 avril 2017). 3) Section C : motifs liés à l'insolvabilité, aux conflits d'intérêts ou à une faute professionnelle Ces motifs sont les suivants : • Le soumissionnaire a manqué à ses obligations dans les domaines du droit environnemental, social et du travail (telles que visées à l'art. 7 de la Loi du 17 juin 2016) ; • Le soumissionnaire se trouve dans une situation de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de réorganisation judiciaire ou a fait l'aveu de sa faillite ou fait l'objet d'une procédure de liquidation ou de réorganisation judiciaire, ou dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales ; • Le soumissionnaire a commis une faute professionnelle qui remet en cause son intégrité ; • Le soumissionnaire a commis des actes, conclu des conventions ou procédé à des ententes en vue de fausser la concurrence au sens de l'article 5, alinéa 2 de la Loi du 17 juin 2016 ; • Le soumissionnaire a connaissance d'un conflit d' intérêt, au sens de l'article 6 de la Loi du 17 juin 2016, créé par sa participation à la procédure de passation de marché auquel il ne pourrait être remédié par d'autres mesures moins intrusives ; • Le soumissionnaire a été conseillé par le pouvoir adjudicateur ou a été associé à la préparation de la procédure de passation du marché, visée à l'article 52 de la Loi du 17 juin 2016, et il n'est pas possible de remédier à la distorsion de la concurrence qui en résulte par d' autres mesures moins intrusives ; • Des défaillances importantes ou persistantes du soumissionnaire ont été constatées lors de l'exécution d'une obligation essentielle qui lui incombait dans le cadre d'un marché public antérieur, d'un marché antérieur passé avec un adjudicateur ou d'une concession antérieure, et ces défaillances ont donné lieu à des mesures d'office, des dommages et intérêts ou à une autre sanction comparable ; • Le soumissionnaire s'est rendu gravement coupable de fausse déclaration en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou la satisfaction des critères de sélection, a caché ces informations ou n'est pas en mesure de présenter les documents justificatifs requis ; • Le soumissionnaire a entrepris d'influer indûment sur le processus décisionnel du pouvoir adjudicateur ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de lui donner un avantage indu lors de la procédure de passation, ou a fourni par négligence des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution. 2.12.6.2 Prévention des conflits d'intérêts au stade de l'offre Dans le cadre de la lutte contre les conflits d'intérêts, en particulier afin d'éviter le mécanisme du tourniquet (« revolving doors »), tel que défini dans la loi du 8 mai 2007 portant

assentiment à la Convention des Nations unies contre la corruption, faite à New York le 31 octobre 2003, le soumissionnaire s'abstient de faire appel à un ou plusieurs anciens collaborateurs internes du PA, dans les deux ans qui suivent son/leur démission, départ à la retraite ou t

5.1.10. Tildelingskriterier

Kriterium:
Type: Omkostninger
Beskrivelse: Prix
Kategori for tildelingskriteriet vægt: Vægtning (pointantal, præcis)
Tildelingskriterium talværdi: 50
Kriterium:
Type: Kvalitet
Beskrivelse: Qualité technique
Kategori for tildelingskriteriet vægt: Vægtning (pointantal, præcis)
Tildelingskriterium talværdi: 40
Kriterium:
Type: Kvalitet
Beskrivelse: Implémentation et flux de fonctionnement
Kategori for tildelingskriteriet vægt: Vægtning (pointantal, præcis)
Tildelingskriterium talværdi: 10

5.1.11. Tilbudsdokumenter

Adresse på udbudsdokumenterne: https://cloud.3p.eu/Downloads/1/602/WN/2026

5.1.12. Tilbudsvilkår

Vilkår for indgivelse:
Elektronisk indgivelse: Påkrævet
Indgivelsesadresse: https://www.publicprocurement.be
Sprog, som tilbud og ansøgninger om deltagelse kan indgives på: fransk
Elektronisk katalog: Ikke tilladt
Alternative tilbud: Ikke tilladt
Beskrivelse af den finansielle garanti: Cautionnement (5 % du montant initial du marché (hors TVA), arrondi à la dizaine supérieure; Le pouvoir adjudicateur fixe un cautionnement de 5 %. L' assiette du cautionnement correspond au montant de l'inventaire (hors TVA). Le cautionnement doit être constitué dans les 30 jours de calendrier suivant le jour de la conclusion du marché par envoi recommandé. La preuve de la constitution du cautionnement doit être envoyée à l'adresse du pouvoir adjudicateur. Lorsque l'adjudicataire ne constitue pas le cautionnement dans les délais prévus, les dispositions prévues à l'article 29 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 pourront être appliquées. La demande de l'adjudicataire de procéder à la réception définitive tient lieu de demande de libération du cautionnement. Le cautionnement est libéré en une fois à la réception définitive du marché. Droit du pouvoir adjudicateur sur le cautionnement S'il y a lieu, le pouvoir adjudicateur prélève d'office sur le cautionnement les sommes qui lui reviennent, notamment en cas de défaut d'exécution de l'adjudicataire au sens de l'article 44 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013.)
Frist for modtagelse af tilbud: 28/08/2026 10:00:00 (UTC+02:00) østeuropæisk tid, centraleuropæisk sommertid
Varighed, hvor tilbuddet skal forblive gyldigt: 180 Døgn
Oplysninger om offentlig iværksættelse:
Åbningsdato: 28/08/2026 10:00:00 (UTC+02:00) østeuropæisk tid, centraleuropæisk sommertid

Sted: CHR de Verviers, Service Achats, Route 191, Rue du Parc 29, 4800 Verviers
Betingelser for kontraktens udførelse:
Udførelsen af kontrakten skal ske inden for rammerne af programmer for beskyttet beskæftigelse: Nej
Elektronisk fakturering: Påkrævet
Der vil blive anvendt elektronisk bestilling: nej
Der vil blive anvendt elektronisk betaling: nej

5.1.15. Teknikker
Rammeaftale:
Ingen rammeaftale
Oplysninger om det dynamiske indkøbssystem:
Intet dynamisk indkøbssystem

5.1.16. Yderligere oplysninger, mægling og gennemgang
Organisation med ansvar for mægling: Tribunaux du ressort de la Cour d'appel de Liège, section Verviers
Organisation med ansvar for klager: CONSEIL D'ETAT
Oplysninger om klagefrister: Organisation fournissant les informations sur les recours et les délais : CONSEIL D'ETAT
Organisation, der leverer supplerende oplysninger om udbudsproceduren: CHR Verviers
Organisation, der leverer yderligere oplysninger om klageprocedurerne: CONSEIL D'ETAT
Organisation, der modtager ansøgninger om deltagelse: CHR Verviers

8. Organisationer

8.1. ORG-0001
Officielt navn: CHR Verviers
Registreringsnummer: BE0250.893.369
Postadresse: Rue du Parc, 29
By: VERVIERS
Postnummer: 4800
Landsdel (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)
Land: Belgien
Enhed: Charline Fraiture
E-mail: charline.fraiture@chrverviers.be
Telefon: +32 87219849
Internetadresse: http://www.chrverviers.be/
Denne organisations roller:
Køber
Organisation, der leverer supplerende oplysninger om udbudsproceduren
Organisation, der modtager ansøgninger om deltagelse

8.1. ORG-0002
Officielt navn: Tribunaux du ressort de la Cour d'appel de Liège, section Verviers
Registreringsnummer: BE 0308.357.753
Postadresse: Rue du Tribunal 4
By: Verviers
Postnummer: 4800
Landsdel (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)
Land: Belgien

E-mail: civil.tpi.verviers@just.fgov.be
Telefon: +32 87323610
Internetadresse: https://www.rechtbanken-tribunaux.be/fr/tribunal-de-première-instance-de-liège-division-verviers
Denne organisations roller:
Organisation med ansvar for mægling

8.1. ORG-0003
Officielt navn: CONSEIL D'ETAT
Registreringsnummer: BE 0931.814.266
Postadresse: Rue de la Science 33
By: Bruxelles
Postnummer: 1040
Landsdel (NUTS): Arr. de Bruxelles-Capitale/Arr. Brussel-Hoofdstad (BE100)
Land: Belgien
E-mail: info@conseildetat.be
Telefon: +32 22349611
Internetadresse: http://conseildetat.be/?page=e-procedure&lang=fr
Denne organisations roller:
Organisation med ansvar for klager
Organisation, der leverer yderligere oplysninger om klageprocedurerne

8.1. ORG-0004
Officielt navn: 3P - Aanbieder van diensten / Prestataire de services
Registreringsnummer: BE 0475.480.736
By: Antwerpen / Anvers
Postnummer: 2000
Landsdel (NUTS): Arr. Antwerpen (BE211)
Land: Belgien
E-mail: info@3p.eu
Telefon: +32 3 294 30 51
Denne organisations roller:
Udbudssystemleverandør

8.1. ORG-0005
Officielt navn: FPS Policy and Support
Registreringsnummer: BE 0671.516.647
By: Brussels
Postnummer: 1000
Landsdel (NUTS): Arr. de Bruxelles-Capitale/Arr. Brussel-Hoofdstad (BE100)
Land: Belgien
E-mail: e.proc@publicprocurement.be
Telefon: +32 2 740 80 00
Denne organisations roller:
TED eSender

10. Ændring

Udgave af den foregående bekendtgørelse, der skal ændres: 6d17951f-f017-4e0b-af2e-6c8326a87ec6-01
Hovedårsagen til ændringen: Ajourførte oplysninger

Beskrivelse: Les modifications sont en rouge dans les documents. Les documents du marché ont été modifiés le 28/07/26 et les modifications sont en rouges dans les documents.

10.1. Ændring

Afsnitsidentifikator: PROCEDURE
Afsnitsidentifikator: LOT-0001

Oplysninger om bekendtgørelsen

Bekendtgørelsens ID: c23be301-ffce-428b-bb96-799b2809f2f5 - 01
Formulartype: Konkurrencevilkår
Bekendtgørelsestype: Udbuds- eller koncessionsbekendtgørelse – standardordningen
Bekendtgørelsesundertype: 16
Afsendelsesdato for bekendtgørelsen: 28/07/2026 00:00:00 (UTC+02:00) østeuropæisk tid, centraleuropæisk sommertid
Dato for afsendelse af bekendtgørelsen (eSender): 28/07/2026 00:00:00 (UTC+02:00) østeuropæisk tid, centraleuropæisk sommertid
Bekendtgørelsens officielle sprog: fransk
Bekendtgørelsesnummer: 529326-2026
EUT-S-nummer: 145/2026
Offentliggørelsesdato: 30/07/2026